

AMÉZIANE FERGUÈNE [*]

Critique du concept de développement socialiste [1]

Avant d'entrer dans le sujet de ma conférence, j'aimerais préciser deux choses :

1- La première concerne le titre de ma conférence, en particulier le mot concept. Pour moi, faire la critique du concept de développement socialiste, ce n'est pas négliger la réalité de ce même développement socialiste. Un concept, à mes yeux, ne se définit pas seulement sur le plan théorique mais aussi sur le plan historique. Autrement dit, dans ma vision des choses, un concept renvoie à la fois au système d'idées, de représentations, de théories, etc., dans lequel il s'inscrit et à la réalité correspondante, c'est-à-dire à l'histoire dans laquelle ce concept apparaît et qu'il contribue à façonner. Donc, c'est clair, le concept de développement socialiste, c'est simultanément le modèle théorique et la ou les réalités concrètes correspondantes.

2- La deuxième chose concerne le thème de ma conférence, à savoir le développement socialiste. En effet, pourquoi le développement socialiste ? Pour la raison simple que voici. En théorie, je dis bien "en théorie", il existe deux sortes, disons deux modèles de développement : le modèle capitaliste-libéral et le modèle socialiste-étatique. Ces deux modèles, avec leurs nombreuses variantes, sont ceux que les pays du Tiers-Monde ont mis en oeuvre depuis les indépendances politiques. Mais alors que le premier (le capitaliste-libéral) a fait l'objet d'une volumineuse littérature quant à ses applications périphériques, on ne peut pas en dire autant du second (le socialiste-étatique). Pour cette raison, il m'a paru intéressant et utile de retenir celui-ci comme objet de notre réflexion d'aujourd'hui. Mais attention : quand je dis que le modèle socialiste dans ses applications périphériques, n'a pas été suffisamment analysé, je n'affirme pas, par là, qu'il n'existe pas, sur les expériences socialistes du Tiers-Monde, des études intéressantes. Non, de telles études existent. Seulement, elles sont moins nombreuses que celles consacrées aux expériences capitalistes. Qui plus est, à la différence de ce qui se passe dans l'étude des expériences capitalistes, dans l'étude des expériences socialistes les difficultés et les échecs sont souvent attribués à des écarts par rapport au modèle théorique, c'est-à-dire à une mauvaise application du schéma de base. Ces difficultés et ces échecs ne sont pas analysés comme résultant du modèle théorique lui-même. Or, un tel point de vue est-il sérieusement défendable ? Evidemment non ! Selon moi, comme dans le cas du modèle capitaliste, les impasses du modèle socialiste sont, au moins en partie, imputables au schéma théorique lui-même, c'est-à-dire à ses principes et options de base et à ses ambiguïtés et contradictions.

C'est ce que je vais m'efforcer de montrer dans ma conférence et c'est en fonction de cela que se justifie le choix du thème retenu, à savoir le développement socialiste.

Ceci précisé, le plan que je vais suivre pour mon exposé est un plan en trois grands points :

1. CRITIQUE DU CONCEPT DE SOUS-DÉVELOPPEMENT :

A ce niveau, ce que je vais vous proposer, c'est une critique de l'approche marxiste du sous-développement. Car, à moins de vouloir indéfiniment enfoncer des portes ouvertes, la critique de l'analyse bourgeoise ne me paraît plus à l'ordre du jour.

2. LE DÉVELOPPEMENT DE LA PÉRIPHÉRIE DANS LE SCHÉMA MARXISTE :

Dans ce deuxième point, je propose trois axes de réflexion :

a/ Le premier axe concerne le problème que je désignerais, à la suite de P. Ph. Rey, comme étant le paradoxe du développement comme accumulation du capital.

b/ Le deuxième axe concerne l'objectif retenu et accepté par tous, à savoir l'édification d'une économie moderne, autonome et aut centrée. A ce niveau, il s'agit de faire la part des choses, de distinguer la réalité et les discours qui tendent à la voiler pour, finalement, voir dans quelle mesure les prémisses de base du schéma socialiste permettent ou ne permettent pas d'atteindre l'objectif fixé : l'autocentrage de l'économie.

c/ Le troisième axe de réflexion concerne ce que j'appellerais la prétention du schéma de développement retenu de construire une société socialiste, c'est-à-dire une société qui exclut les rapports d'exploitation et de domination. La question qui se pose à ce niveau est la suivante : y-a-t-il véritablement, au sein des pays qui ont opté pour une telle voie de développement, élimination des rapports sociaux capitalistes ou, au contraire, extension et consolidation de ces rapports ?

3. LE DÉVELOPPEMENT PÉRIPHÉRIQUE DANS LE CONTEXTE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE :

Dans ce troisième point, ce qu'il s'agit d'examiner ce sont les formes nouvelles de dépendance qui tendent à se développer parallèlement à la mise en oeuvre du modèle de développement socialiste dans les économies concernées. Ces nouvelles formes sont principalement au nombre de trois :

- **La dépendance financière** : cette dépendance qui découle du financement problématique des vastes programmes d'industrialisation, se manifeste d'une façon particulièrement évidente avec la question de l'endettement.

- **La dépendance commerciale** : cette dépendance s'observe au niveau de l'écoulement des produits exportés (matières premières, minières et énergétiques, produits semi-ouvrés, etc...), comme elle s'observe au niveau de l'acquisition des produits importés : par exemple, à l'heure actuelle, la dépendance alimentaire.

- **Et enfin, la dépendance technologique** : cette dépendance qui est liée à l'importation massive de la technique étrangère, est à l'heure actuelle le support privilégié de la domination extérieure.

Tel est donc le plan en trois grands points que je vais suivre au cours de mon exposé. Sans plus attendre, j'entre dans mon sujet en commençant par le premier point.

1. CRITIQUE DU CONCEPT DE SOUS-DÉVELOPPEMENT :

Pour analyser le sous-développement, les auteurs marxistes (S. Amin en tête) proposent la notion de "blocage des forces productives et de l'accumulation du capital dans les économies dominées". Ce blocage se produit sous l'effet de la domination impérialiste bien sûr, et sous l'effet des survivances traditionnelles.

Cette analyse en termes de blocage de l'accumulation du capital à la périphérie ne me semble pas adéquate pour comprendre le sous-développement. Je vais très rapidement préciser pour quelles raisons. Cette inadéquation est tout à la fois empirique et théorique.

1.1. Inadéquation empirique :

Je distinguerai pour simplifier deux périodes :

- Pendant la période coloniale, si l'on se fie aux travaux des historiens de la colonisation, des périodes de forte croissance et de forte accumulation du capital ont toujours alterné avec des périodes de stagnation économique.

- Depuis que le Tiers-Monde a accédé à la souveraineté politique, l'un des phénomènes qui caractérisent la plupart des pays qui le composent, ce sont précisément les forts taux d'accumulation du capital que l'on y a enregistrés. Ce n'est pas la peine d'insister longuement sur cet aspect. Tout le monde sait que des taux de croissance parfois exceptionnels ont été enregistrés dans de nombreux pays sous-développés. Cela ne signifie pas, bien entendu, qu'il y ait eu dans ces pays un développement socialement satisfaisant. Mais cela contredit la thèse du blocage de l'accumulation du capital, en leur sein, par l'impérialisme.

1.2. Inadéquation théorique :

Au sein de la thèse du blocage de l'accumulation à la périphérie, je décèle trois séries d'incohérences pour ne pas dire de contradictions. Bien qu'étroitement liées entre elles, ces trois incohérences peuvent être présentées séparément comme suit :

- **Première incohérence** : le sous-développement est conçu comme situation de carence ou d'insuffisance de l'accumulation du capital. Il s'agit là d'une incohérence manifeste dans la mesure où cela est contraire aux prémisses de base du schéma marxiste selon lesquelles, le sous-développement doit être analysé comme produit de l'accumulation capitaliste, comme l'envers de cette accumulation.

- **Deuxième incohérence** : le sous-développement est réduit à un phénomène d'"accumulation primitive contemporaine" (version S. Amin) ou d'"accumulation primitive inachevée" (version A. Benachou). Là aussi il s'agit d'une grave incohérence dans la mesure où cela est contraire à l'idée largement répandue dans les milieux marxistes, idée selon laquelle le sous-développement relève de la logique du développement inégal des forces productives, à l'échelle internationale comme à l'échelle nationale (la logique du développement inégal étant, dans cette optique, inhérente à l'accumulation capitaliste).

- **Troisième incohérence** : le sous-développement est analysé comme état de non développement imputable aux survivances traditionnelles^[2]. Disons que là aussi il s'agit d'une très grave incohérence par rapport au schéma marxiste de base dans la mesure où, dans le cadre de celui-ci, le sous-développement est appréhendé par référence au système de l'exploitation et de la domination impérialiste, système dont l'un des effets majeurs réside justement dans la destruction des structures sociales traditionnelles.

Telles sont grosso modo les principales critiques qu'il me semble possible d'adresser à l'analyse marxiste du sous-développement. Etant donné le sujet de ma conférence, je ne puis insister davantage sur ces différentes remarques. J'y reviendrais éventuellement tout à l'heure si cela se révélait utile. Ceci dit, ces considérations concernant le sous-développement sont tout à fait nécessaires car, la vision que l'on a du développement de la périphérie dépend étroitement de la conception ou plus exactement de l'approche que l'on préconise pour comprendre le sous-développement.

Dans le cas de la théorie libérale, les choses sont relativement simples et claires. Le sous-développement n'étant rien d'autre qu'un retard, le développement ne peut être que rattrapage : rattrapage des formations capitalistes déjà développées, cela va sans dire. Qu'en est-il de la théorie marxiste ? Sur quelle vision du développement débouche l'analyse du sous-développement comme "blocage de l'accumulation du capital dans les formations dominées" ? Ces deux questions m'amènent directement à aborder le deuxième point de mon intervention.

2. LE DÉVELOPPEMENT DE LA PÉRIPHÉRIE DANS LE SCHÉMA MARXISTE : "L'ACCUMULATION SOCIALISTE AUTOCENTRÉE"

:

Avant de passer à l'analyse des trois axes de réflexion que j'ai définis tout à l'heure, je voudrais préciser une chose. Dans mon optique, le

sous-développement n'est nullement imputable à la carence ou à l'insuffisance de l'accumulation, pas plus qu'il n'est imputable aux survivances traditionnelles. Pour moi, le sous-développement reste le produit de l'accumulation capitaliste. De ce fait, le développement économique, si tant est que cette notion a un sens en dehors de toute référence au modèle économique de l'Occident capitaliste, ne saurait être défini en privilégiant l'accumulation du capital, c'est-à-dire en privilégiant l'infrastructure économique ou les sacro-saintes forces de la production matérielle. Nous reviendrons sans doute sur cette question importante au cours de la discussion qui suivra. Dans l'immédiat, permettez-moi d'aborder le premier axe de ma réflexion sur le développement dans la vision marxiste.

2.1. Le "paradoxe du développement" comme accumulation du capital :

Pour tous les auteurs marxistes qui se sont penchés sur la question, la seule façon de sortir du sous-développement réside dans l'accumulation du capital. Plus précisément, dans la mesure où le sous-développement est défini comme blocage, le développement ne consiste en rien d'autre qu'en une sorte de déblocage de l'accumulation dans les pays du Tiers-Monde.

A ma connaissance, il n'existe aucun modèle de développement, aucune théorie du développement qui ne repose pas principalement sur le concept d'accumulation du capital. Ceci pose un sérieux problème qui, à mon sens, n'a pas fait l'objet de toute l'attention qu'il mérite. Ce problème, c'est celui que P. Ph. Rey désigne lorsqu'il parle de "paradoxe du développement".

Pourquoi "paradoxe du développement" ? L'idée de paradoxe du développement renvoie à une espèce de contradiction que l'on rencontre dans le schéma marxiste de développement. D'un côté, en effet, on nous dit que pour se développer, les pays du Tiers-Monde doivent accumuler le plus possible, et le plus rapidement possible, du capital grâce à un processus d'industrialisation massive et accélérée. De l'autre, pour l'avoir suffisamment étudié, nous savons tous ce que signifie, d'un point de vue marxiste, l'accumulation du capital. Quelles que soient par ailleurs leurs divergences, tous les marxistes, en effet, se retrouvent sur ce point: en tous lieux et en tous temps, l'accumulation du capital a pour signification l'extorsion de la plus-value, l'exploitation des prolétaires, la paupérisation relative ou absolue de l'ensemble des travailleurs, l'aliénation poussée des individus, la réification des rapports sociaux, etc. Qui plus est, dans les sociétés du Tiers-Monde, l'accumulation du capital conduit au sous-développement économique et à l'appauvrissement intellectuel et culturel.

A moins de faire fi de la logique la plus élémentaire, cette double position n'est pas tenable. Logiquement, on ne peut pas dénoncer le capitalisme et les contradictions qu'il engendre au plan national et au plan international et en même temps proposer, comme voie de développement, de mettre en oeuvre un processus d'industrialisation qui se ramène en fait à un processus d'accumulation du capital. On ne

peut pas, autrement dit, critiquer le capitalisme comme générateur d'exploitation et de sous-développement et, dans le même temps, reprendre à son compte la célèbre formule sur laquelle Marx a tant ironisé : "Accumulez ! accumulez ! c'est la loi et les prophètes !".

Je vois d'ici l'objection que beaucoup ne manqueront pas d'opposer à ce que je viens de dire : à savoir que l'accumulation prônée par les marxistes est une accumulation de type socialiste. C'est un point que je soulèverai dans le troisième axe de réflexion proposé ; je le laisse donc provisoirement de côté et j'aborde tout de suite le deuxième axe, à savoir la prétention du schéma marxiste d'édifier une économie autonome et aut centrée.

2.2. Processus d'introversion économique ou reproduction de l'extraversion de l'économie dominée :

Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de revenir longuement ici sur les différentes propositions (ou recommandations) du "modèle de développement socialiste aut centré", propositions qui ont d'ailleurs été appliquées, avec plus ou moins de fidélité et plus ou moins de persévérance certes, dans divers pays du Tiers-Monde : Corée du Nord, Viet-Nam, Cuba, Mongolie, Birmanie... et, pour le monde arabe, Egypte sous Nasser, Irak et Syrie sous le régime baathiste, Algérie de 1967 à 1984, pour ne citer que les exemples les plus connus. Je rappelle simplement cette proposition de G. Destanne de Bernis, théoricien et chantre de l'industrialisation algérienne : "Les pays en voie d'industrialisation ne peuvent envisager de rattraper les pays qui ont commencé leur industrialisation depuis plus d'un siècle que s'ils décident de brûler un certain nombre d'étapes et de se porter dès maintenant sur les processus de production les plus modernes"^[3]. Par processus de production les plus modernes, il faut entendre non seulement ce que l'on appelle les industries lourdes en capital, mais aussi les techniques de production correspondantes, c'est-à-dire les techniques à intensité capitaliste élevée.

La question fondamentale qui se pose à ce niveau, est la suivante : sur la base d'une telle prémisse théorique, et sur la base des autres prémisses du modèle qu'il ne me semble pas nécessaire de rappeler ici, est-il possible de mettre en oeuvre un processus d'industrialisation ou d'accumulation effectivement introverti et aut centré ?

Si l'on veut traiter correctement une telle question, je crois qu'il est nécessaire de se situer aux deux niveaux suivants :

- d'une part, le niveau de l'espace des formations sociales dominées dites "en voie d'industrialisation", telles qu'elles sont soumises à une logique de reproduction propre (ou reproduction interne) ;
- d'autre part, le niveau de l'espace de l'économie mondiale telle que cette dernière se structure et se restructure sous le double effet de la socialisation du procès de travail à l'échelle internationale et de la réorganisation (induite) de la division inégale du travail à l'échelle mondiale.

Convenons que ce deuxième niveau fera l'objet de la troisième partie de mon exposé : celui qui concerne le développement de la périphérie dans le contexte de l'économie mondiale capitaliste. Il me faut aborder tout de suite le premier niveau, celui qui concerne l'espace de chaque économie dominée. De ce point de vue, trois séries de réflexions importantes me viennent à l'esprit.

a/ Le procès d'introversion économique renvoie, on le sait, à l'analyse des rapports entre l'industrie et l'agriculture. Comment ces rapports se présentent-ils dans le schéma de développement discuté ici ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de s'interroger sur la signification de la notion d'"accumulation socialiste primitive" forgée dans les années 20 par l'économiste russe E. Préobrajensky et reprise depuis par la plupart des expériences qui se réclament du socialisme. S'agissant précisément des expériences de développement socialiste à la périphérie, on notera simplement que la priorité reconnue à l'industrie s'est traduite, dans la réalité, par une soumission de l'agriculture au projet d'industrialisation accélérée. Cette soumission, on le vérifie avec force à l'heure actuelle, s'est inscrite négativement sur le long terme face à l'objectif de l'intégration économique initialement fixé.

b/ Le procès d'introversion économique renvoie également à l'analyse des rapports qui se nouent entre la section de production des moyens de production et la section de production des biens de consommation (pour reprendre les termes du schéma de la reproduction de K. Marx). Ce que l'on peut dire de ce point de vue, c'est que l'affectation prioritaire de l'investissement vers des secteurs et des branches d'industrie à composition organique du capital élevé, qui est la règle dans le modèle de développement analysé, et la concentration de l'accumulation qui en est le corollaire invariable, se sont révélées partout, dans la réalité, pour le moins problématiques quant à la concrétisation de l'objectif de l'introversion économique retenu au départ (le développement déséquilibré des différents secteurs et des différentes branches n'a pas favorisé, en effet, dans la réalité, l'introversion souhaitée).

c/ Enfin, le procès d'introversion économique renvoie à l'analyse des rapports qui se développent entre la sphère de la création de la valeur et la sphère de circulation ou de réalisation de cette même valeur. J'ai conscience de toucher là à un problème crucial, qui concerne non seulement l'ensemble des formations sociales sous-développées, mais également les pays capitalistes développés et les pays du "socialisme réel", c'est-à-dire l'Union Soviétique et les "démocraties populaires" de l'Europe de l'Est. Ce problème est celui de la contradiction création/réalisation de la valeur, contradiction inhérente à toute forme de production marchande.

Concernant le schéma de l'accumulation autocentrée, dans ses applications périphériques, on peut noter deux séries de remarques relativement à ce dernier problème.

* La première concerne le marché des biens de production : il est clair

que la formation de ce marché a été durablement contrariée par le

mode d'allocation sectorielle de l'investissement, caractéristique du modèle discuté. En effet, la priorité attribuée excessivement aux secteurs situés à l'amont, producteurs de ces biens de production, ne pouvait qu'être préjudiciables à l'essor des autres secteurs, c'est-à-dire à ceux situés à l'aval et qui sont précisément les débouchés naturels pour les produits des premiers. Du coup, le marché des biens de production ne s'étant pas développé, c'est toute la dynamique de l'intégration sectorielle et de l'introversion économique qui s'est trouvée durablement compromise.

* La deuxième série de remarques concerne le marché des biens de consommation: comme pour le marché des biens de production, on constate que, dans la plupart des pays qui ont adopté un tel schéma de développement, le marché des biens de consommation n'a pu véritablement se former. Pour en comprendre les raisons, ce sont, là aussi, les modalités de l'accumulation qu'il faut analyser de près. A cet égard, les éléments qui me paraissent déterminants sont les suivants :

- L'affectation autoritaire de l'investissement prioritairement vers les secteurs hyper-capitalistes : cette affectation a défavorisé de manière durable l'émergence d'une véritable consommation de masse.

- L'austérité imposée aux classes populaires et même à certaines catégories des couches moyennes : sanction sociale d'un mode d'accumulation politiquement orienté vers la reproduction accélérée du capital dans certaines branches de la production, cette austérité s'est traduite par une misère sociale qui est allée en s'aggravant au fil des années.

- Et, surtout, comme effet de la haute composition technique du capital, la situation de sous-emploi généralisé de la force de travail aussi bien dans les villes que dans les campagnes : ce sous-emploi généralisé, qu'on appelle en jargon marxiste "surpopulation absolue et/ou relative", a eu des retombées néfastes en termes de formation d'une demande interne pour les biens de consommation.

Tous ces éléments que malheureusement je ne peux ici que mentionner, ont fait que l'objectif initialement retenu d'édifier une économie autocentrée s'est trouvé durablement contrarié. Qu'en est-il de la seconde prétention du modèle de développement dit "socialiste autocentré" ? En particulier, qu'en a-t-il été, dans la réalité, du projet d'édification d'une société socialiste, débarassée de l'injustice et des inégalités capitalistes ?

2.3. Transition au socialisme ou extension des rapports sociaux capitalistes :

Comme je le disais tout à l'heure, la conception du développement en termes d'accumulation du capital est très problématique quand elle est le fait de gens qui se réclament du marxisme. Le projet socialiste originel n'avait-il pas, en effet, justement pour visée essentielle de rompre avec l'accumulation, seul moyen d'abolir l'exploitation et l'aliénation dont elle est porteuse ? En apparence, mais en apparence

seulement, ce problème n'est évidemment pas sans solution. Il suffit pour cela de préciser que l'accumulation dont il s'agit n'est pas l'accumulation traditionnelle, capitaliste, mais une accumulation d'un type nouveau : l'accumulation socialiste. Et, on le sait, c'est effectivement cette position qui a été généralement retenue. Dans l'optique des théoriciens marxistes, il y aurait ainsi deux sortes distinctes d'accumulation, l'accumulation capitaliste et l'accumulation socialiste. S'agissant du cas particulier des sociétés du Tiers-Monde, les choses sont encore plus simples. Ici, nous expliquent ces théoriciens, la voie capitaliste est de toutes façons exclue : ou le développement est socialiste ou il n'est pas. Voici, à titre d'exemple, un propos de S. Amin qui résume bien le point de vue marxiste à ce sujet : "La périphérie est contrainte de dépasser le capitalisme, d'ouvrir la brèche en direction de l'invention d'une civilisation socialiste, de désaliéner l'humanité... La transition, dans les conditions actuelles d'inégalité entre les nations, rappelle qu'un développement qui n'est pas simplement développement du sous-développement, sous sa forme "classique" ou sous des formes "rénovées", est simultanément national, populaire-démocratique et socialiste par le projet dans lequel il s'inscrit"[\[4\]](#).

On conviendra aisément avec moi que cette façon de surmonter le problème n'est guère satisfaisante. Il ne suffit pas de qualifier l'accumulation de socialiste pour que sa nature change concrètement, pour que ses mécanismes et ses effets se transforment réellement. Les bidonvilles qui ont proliféré dans les centres industriels des pays du Tiers-Monde à option socialiste, au cours de ces dernières décennies, la misère qui s'est développée (et qui continue de se développer) dans ces pays à un rythme aussi inquiétant que dans les autres, ceux à option capitaliste, etc., tout cela montre assez qu'il n'existe pas une multitude de lois de l'accumulation, mais une seule : celle du capital.

Cela étant, à supposer que l'accumulation du capital puisse acquérir une autre signification que celle que lui confère le système capitaliste, la question fondamentale à laquelle il convient d'apporter ne serait-ce que des éléments de réponse, est la suivante : quelle est la nature propre de l'accumulation du capital dans une économie en transition vers le socialisme ? En d'autres termes, quelle est la spécification de l'accumulation du capital dans une société qui édifie le socialisme par rapport à l'accumulation du capital en régime capitaliste ?

En vérité, le noeud du problème de la transition (ou du passage) au socialisme réside dans la vision économiste qu'on en a eue. Le noeud du problème réside dans le fait que le socialisme a été invariablement défini par référence aux sacro-saintes forces productives qu'il faut développer, par références aux fameuses "bases matérielles du socialisme" qu'il faut construire, etc., toutes choses qui ne signifient en fait rien d'autre que la priorité à l'industrialisation et à... l'accumulation. Mais, dans toute cette affaire, où est le bouleversement des rapports de production capitalistes qu'on devait réaliser, où sont les rapports de production socialistes qu'on devait instaurer ? A ceux qui hésitent encore sur la réponse à donner à cette question, je dirais tout

simplement : nulle part. Ni dans le schéma théorique, ni dans les expériences concrètes qui s'en inspirent ou s'en sont inspirées.

Certes, sur le plan doctrinal, le développement socialiste repose sur deux principes majeurs et complémentaires : d'une part, le principe de la transformation de la propriété foncière au moyen d'une réforme agraire collectiviste et, d'autre part, celui de la nationalisation des grands moyens de production dans l'industrie (les "hauteurs dominantes de l'économie", selon la désignation de Lénine). Ces deux principes, qui définissent en quelque sorte le contenu économique et politique du concept de développement socialiste, ont d'ailleurs été appliqués concrètement, partout où le régime en place s'est réclamé du socialisme ou du progressisme.

S'il en est bien ainsi, on ne peut cependant s'empêcher de constater que, dans leur réalité, la collectivisation de la terre comme la nationalisation de l'industrie posent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent. Je vais me limiter, ici, à ceux de ces problèmes qui me paraissent essentiels, compte tenu évidemment de ce que, à mes yeux, le socialisme se définit (ou doit se définir) davantage par référence à la dynamique des rapports sociaux (rapports politiques, économiques, idéologiques...) que par référence à celle des forces de la production matérielle.

1er problème : La nationalisation, que ce soit dans l'industrie ou dans l'agriculture, implique-t-elle nécessairement prise de possession sociale effective des moyens de production concernés ? La question, assurément, mérite qu'on se la pose, surtout si au lieu de se cantonner dans la théorie on regarde ce qui se passe dans la réalité. Dans la réalité, en effet, la nationalisation ne s'est-elle pas réduite, jusqu'ici tout au moins, à un simple transfert de la priorité à l'Etat (propriété de la terre et/ou des unités industrielles de production) ?

2ème problème : Une fois la nationalisation opérée, et toujours en restant sur le terrain de la réalité, comment a-t-on réglé la fameuse question de la division du travail dans les entreprises (et les exploitations) d'Etat qui en ont résulté ? En particulier, s'agissant du secteur de l'industrie, la question qui se pose est celle-ci : étant données les caractéristiques technologiques des branches industrielles privilégiées par le modèle discuté, étant donnés donc les choix techniques liés à ce dernier, comment a-t-on géré concrètement l'antagonisme travail de conception/travail d'exécution que le projet socialiste originel avait pour ambition d'abolir ? A-t-on effectivement atténué cet antagonisme (à défaut de le supprimer totalement) ou l'a-t-on, au contraire, conforté et reproduit ?

3ème problème : Ce qui précède montre à l'évidence que si la nationalisation est une condition nécessaire de l'édification du socialisme, elle n'en est pas pour autant une condition suffisante. Or, qu'en a-t-il été, dans la réalité des expériences de développement socialiste périphérique (et pas seulement dans les discours tenus sur elles), des autres conditions de cette édification ? Par autres conditions, je vise en particulier les conditions politiques et

idéologiques, c'est-à-dire celles qui ont trait à l'Etat, au pouvoir d'Etat, aux "appareils idéologiques de l'Etat" pour reprendre cette formulation althussérienne. Ces conditions tenant à l'Etat, à son pouvoir et à ses appareils, s'en est-on sérieusement occupé ou bien les a-t-on, au contraire, passablement négligées voire ignorées ?

C'est bien entendu à dessein que je formule l'ensemble de ces éléments davantage sous forme d'interrogations que sous forme d'affirmations toutes faites. Mon souci est surtout de susciter une réflexion autour des problèmes posés que d'apporter à ceux-ci des réponses toutes prêtes. Toutefois (il est à peine utile de le souligner) le mode interrogatif de rigueur ici, n'exclut pas que, des analyses précédentes, je puisse tirer la conclusion que voici, relativement au sujet abordé. C'est parce que, dans sa réalité sinon dans son concept, le socialisme n'a pas su donner de réponses satisfaisantes aux questions ci-dessus exposées qu'il s'est montré jusqu'ici incapable d'être autre chose qu'une variante du modèle capitaliste qu'il prétend combattre.

Sans transition, je passe au troisième point de mon exposé : le développement de la périphérie dans le contexte économique mondial.

3. LE DÉVELOPPEMENT SOCIALISTE PÉRIPHÉRIQUE DANS LE CONTEXTE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE MONDIALE :

Quand on s'interroge, comme nous sommes en train de le faire aujourd'hui, sur le concept de "développement socialiste autocentré", on ne peut pas éviter la question des rapports que les pays périphériques considérés entretiennent avec le système économique mondial. Ou, plus précisément, la question des rapports que les pays périphériques concernés entretiennent, dans le cadre du système mondial, avec les pays capitalistes développés.

Tout au début de mon exposé, j'ai dit que j'aborderai cette question essentiellement à travers l'analyse des nouvelles formes de la dépendance qui se développent de plus en plus, au plan mondial, au profit des sociétés du centre et au détriment de celles de la périphérie[5].

D'une façon générale, en laissant de côté l'aspect culturel des choses, on peut dire que la dépendance actuelle de la périphérie vis-à-vis du centre revêt trois formes principales : financière, commerciale et technologique. Ces trois formes, le "modèle socialiste autocentré" ne fait pas que les reproduire ; il les reproduit en les aggravant. En les passant successivement en revue, nous allons voir comment.

3.1. La dépendance financière :

Conséquence de la politique d'industrialisation accélérée, conduite pendant les années 60 et 70, la plupart des pays qu'on croyait "en développement autocentré", sont confrontés à l'heure actuelle à des problèmes d'endettement et de charges d'endettement aussi pesants que ceux auxquels font face les autres pays, ceux ayant suivi une "voie

extravertie". A titre d'illustration, la dette extérieure de l'Algérie se chiffre désormais à environ 20 milliards de dollars U.S., ce qui est très lourd surtout si l'on songe que le service annuel de cette dette représente une somme dépassant le seuil critique d'un tiers (1/3) des recettes d'exportation.

3.2. La dépendance commerciale :

Sur le plan commercial, comme sur le plan financier ci-dessus évoqué, les pays du Tiers-Monde ayant suivi la politique de développement dite "socialiste autocentrée" ne sont pas moins dépendants de l'extérieur que leurs homologues ayant suivi d'autres politiques de développement : substitution d'importations, promotion des exportations, etc.. Dans certains domaines, la dépendance des premiers est même plus forte, plus accusée que celle des seconds. Exemple à cet égard est l'évolution sur le plan alimentaire. Tous les pays progressistes du Tiers-monde, on le sait, ont appliqué (conformément à leur modèle de référence) des programmes de réforme agraire dans le but de changer les rapports sociaux dans l'agriculture et d'y instaurer des structures de production de type coopératif ou carrément étatique. L'échec massif qui a partout (ou quasiment partout) sanctionné ces programmes, a conduit à un état de dépendance alimentaire chronique, d'autant plus préjudiciable aux pays concernés que l'alimentation constitue un domaine stratégique et que, par voie de conséquence, le chantage alimentaire cyniquement pratiqué par les pays occidentaux (exportateurs de produits agro-alimentaires) met sérieusement en péril les "souverainetés nationales".

3.3. La dépendance technologique

D'abord une remarque : sur le plan économique, ce qu'on nomme "développement socialiste autocentré" se définit, dans son noyau dur, par une triple option :

- priorité à l'accumulation sur la consommation ;
- priorité à l'industrie sur l'agriculture ;
- priorité à l'industrie lourde sur l'industrie légère[6].

En théorie comme en pratique, cette triple priorité se traduit automatiquement par une quatrième :

- priorité aux techniques modernes de production qui sont capital-intensive sur les techniques plus traditionnelles qui, elles, sont labor-intensive.

La question qui se pose alors est la suivante : dans les conditions internes et internationales concrètes qui sont celles des sociétés sous-développées actuelles, la priorité conférée à la technologie de pointe dans le cadre de la politique de développement socialiste est-elle un facteur d'indépendance ou, au contraire, de dépendance technologique ? N'en déplaise aux tenants du "développement autonome et autocentré" qui plaident pour le "raccourci technologique", il est clair que la dépendance de l'économie sous-développée ne s'estompe pas

sous l'effet de l'adoption des techniques de production modernes importées de l'étranger. Au contraire, si l'on en juge par les évolutions enregistrées partout où l'on a massivement investi dans ce type de techniques, il est incontestable que l'importation de celles-ci conduit le plus souvent à une aggravation de l'état de dépendance technologique vis-à-vis des pays capitalistes occidentaux, principaux pourvoyeurs de technologies.

L'explication de cette aggravation est simple. On sait, en effet, que la technique moderne de production correspond à un degré déterminé de développement des forces productives et que, dans sa conception comme dans son élaboration concrète, elle a pour cadre un type déterminé de rapports sociaux de production : en l'occurrence il s'agit des rapports capitalistes. A cause de cette double détermination, on peut à bon droit se poser la question de son adéquation aux conditions matérielles et sociales qui dominent (ou prédominent) dans les zones périphériques. Et, en conséquence, de demander si le transfert de cette technique vers les pays moins développés n'a pas objectivement pour fonction de perpétuer l'état d'extraversion et de dépendance de ces pays vis-à-vis des nations industriellement avancées. Dans ce cas, évidemment, l'accès à la technologie de pointe, loin d'être un facteur de libération économique, constitue au contraire le rapport principal d'une dépendance sous des formes à peine renouvelées.

Pour étayer cette idée d'une dépendance qui se perpétue sous l'effet de la politique technologique privilégiant les processus de production de pointe, je me limiterai à quelques remarques concrètes. Quelle que soit la formule retenue dans les contrats de transfert de technologies (formules "clefs en main", "produit en main", ou encore, plus récemment, "marché en main"), l'investissement massif dans les processus de production modernes se traduit par une dépendance technologique accrue vis-à-vis de l'extérieur, et ceci aussi bien au niveau du fonctionnement des unités de production déjà installées qu'à celui de la mise en place de nouvelles unités de production.

* Au niveau du fonctionnement des unités de production déjà installées : ce que l'on constate, en effet, c'est que ces unités nécessitent, pour leur approvisionnement en pièces de rechange et en personnel technique qualifié (ingénieurs, techniciens, cadres de gestion...), d'entretenir des liaisons permanentes et étroites avec les firmes étrangères qui monopolisent l'innovation et le savoir-faire technologiques. De ce fait, elles s'avèrent (ces unités) durablement tributaires de pouvoirs de décision situés au sein de ces firmes, c'est-à-dire en définitive de pouvoirs de décision situés au sein des économies du centre dont sont originaires ces firmes.

* Au niveau de la mise en place de nouvelles unités de production : Ce que montre l'expérience est que ces nouvelles unités, sous peine de former des "cathédrales dans le désert", nécessitent que des liaisons complexes (techniques, financières, commerciales...) soient assurées, en amont et en aval, entre elles et les unités déjà en place. Or, pour les raisons que l'on connaît, les connaissances et les compétences indispensables à cet effet n'existent généralement pas au sein de

l'économie sous-développée. Aussi bien, la voie est-elle, ouverte aux fameux contrats dits de coopération ou d'assistance technique et à leurs conséquences néfastes : habitude de recourir à l'opérateur étranger pour toute tâche complexe, freinage des progrès possibles dans la maîtrise des équipements importés, inhibition des facultés locales de création technologique et, finalement, dépendance renforcée vis-à-vis des détenteurs de savoir-faire et de technologie.

BIBLIOGRAPHIE

I-OUVRAGES

AMIN S., "L'Afrique de l'Ouest bloquée : L'économie politique de la colonisation 1880-1970", éditions de Minuit, Paris 1971.

AMIN S., "Le développement inégal : essai sur les formes sociales du capitalisme périphérique", éditions de Minuit, Paris 1973.

AMIN S., "Irak et Syrie 1960-1980. Du projet national à la transnationalisation", éditions de Minuit, série Documents, Paris 1982.

BENACHENHOU A., "Formation du sous-développement en Algérie : Essai sur les limites du développement du capitalisme 1830-1962", OPU, Alger 1976.

BENACHENHOU A., "L'expérience algérienne de planification et de développement 1962-1982", OPU-SNED, Alger 1982.

BENHOURIA T., "L'économie de l'Algérie", F. Maspero, Col. Textes à l'appui, Paris 1980.

BENISSAD M.E., "Sous-développement, capitalisme et socialisme", 2ème édition remaniée de "Théories et politiques de développement économique," SNED, Alger 1978.

BENISSAD M.E., "L'économie du développement de l'Algérie : Socialisme et sous-développement", OPU-Economica, Alger-Paris 1979.

BETTELHEIM CH., "La transition vers l'économie socialiste", F. Maspero, Col. Economie et Socialisme, Paris 1968.

BETTELHEIM CH., "Calcul économique et formes de propriété", F. Maspero, Col. Economie et Socialisme, Paris 1970.

BOGNAR J., "Les nouveaux mécanismes de l'économie socialiste hongroise", édition du Pavillon, Paris 1969.

CARDOSO F.H. ET FALETTO E., "Dépendance et développement en Amérique Latine", PUF, Col. Politiques, Paris 1978.

CLAIRMONTE F., "Le libéralisme économique et les pays sous-développés", Droz, Genève 1958.

DUMONT R., "Cuba, Socialisme et développement" éditions du Seuil, Paris 1964.

EMMANUEL A., "Technologie appropriée ou technologie sous-développée", PUF-IRM, Paris 1981.

EMMANUEL A., "La dynamique des inégalités", Anthropos, Col. Théorie et Société, Paris 1985.

FRANK A.G., "L'accumulation dépendante", Anthropos, Paris 1978 (on trouvera dans cet ouvrage un texte de S. Amin ayant pour titre : "Sociétés précapitalistes et capitalisme").

KORNAI J., "Socialisme et économie de la pénurie", Economica, Paris 1984.

LACOSTE Y., "Unité et diversité du Tiers-Monde", 2 volumes, F. Maspero, Livres de la revue "Hérodote", Paris 1980.

LATOUCHE S., "Critique de l'impérialisme. Une approche marxiste non léniniste des problèmes théoriques du sous-développement", Anthropos, Col. m8, Paris 1979.

LÊ THÀNH KÔI, "Socialisme et développement au Viet-Nam", PUF-IEDES, Paris 1978.

LIPIETZ A., "Mirages et miracles. Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-Monde", La découverte, Col. Economie critique, Paris 1986.

MICHALET CH. A., "Le défi du développement indépendant : Les conditions de la souveraineté économique dans le Tiers-Monde", Rochevignes, Paris 1983.

PARTANT F., "La guérilla économique. Les conditions du développement", éditions du Seuil, Paris 1976.

POULAIN E., "Le mode d'industrialisation socialiste en Chine", F. Maspero, Col. Economie et Socialisme, Paris 1977.

PREOBRJENSKY E., "La nouvelle économie", Etudes et Documentation Internationales (EDI), traduction de B. Joly, Paris 1966.

REY P. PH., "Colonialisme, néo-colonialisme et transition au capitalisme : Exemple de la "Comilog" au Congo-Brazzaville", F. Maspero, Col. Economie et Socialisme, Paris 1971.

REY P. PH., "Les alliances de classes. Sur l'articulation des modes de production suivi de matérialisme et luttes de classes", F. Maspero, Col. Textes à l'appui, Paris 1973.

RIAD H., "L'Egypte nassérienne", Cujas, Paris 1964.

ROSTOW W.W., "Les étapes de la croissance économique", éditions du Seuil, Paris 1963.

SALAMA P., "Le procès de sous-développement", F. Maspero, Livres Critiques de l'Economie Politique, Paris 1973.

STERNBERG F., "Le conflit du siècle. Capitalisme et Socialisme à l'épreuve de l'histoire", éditions du Seuil, Paris 1958.

TEMMAR H., "Stratégie de développement indépendant. Le cas de l'Algérie : un bilan", Publisud, Paris 1983.

TISSIER P., "La Chine. Transformations rurales et développement socialiste", F. Maspero, Col. Economie et Socialisme, Paris 1976.

II. ARTICLES DE REVUES

AMIN S., "Sous-développement et dépendance en Afrique Noire : Les origines historiques et les formes contemporaines", Revue Tiers-Monde, n° 52, Oct.-Déc. 1972.

AMIN S., "Le modèle théorique d'accumulation et de développement dans le monde contemporain : La problématique de la transition", Revue Tiers-Monde, n° 52, Oct.-Déc. 1972

ANDREFF W. ET HAYAB A., "Les priorités de la planification algérienne sont-elles vraiment industrialisantes ?", Revue Tiers-Monde, n° 76, Oct.-Déc. 1978.

ANDREFF W., "Le modèle d'industrialisation soviétique : quelles leçons pour le Tiers-Monde ?", Revue Tiers-Monde, n° 110, Avril-Juin 1987.

BENACHENHOU A., "L'économie algérienne entre l'autonomie et la dépendance", Revue d'Economie Industrielle, n° 14, 4ème trimestre 1980.

BENISSAD M. E., "Le modèle de développement algérien est-il autocentré ?", Monde en développement, n° 36, 1981.

BETTELHEIM CH., "Chine et URSS : deux "modèles" d'industrialisation", Les Temps Modernes, n° 289-290, Août-Sept. 1970.

CARDOSO F. H., "Impérialisme et dépendance en Amérique Latine", L'homme et la Société, n° 27, Janvier-Mars 1973.

CHARENTENAY (DE) P., "Développement autocentré : incantation et méthode", Projet, n° 190, Nov.-Déc. 1984.

CHAVANCE B., "La crise du modèle de développement soviétique", Les temps Modernes, n° 443, Juin 1983.

DESTANNE DE BERNIS G., "Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale", Économie Appliquée, ISEA, n° 3-4, 1966.

DESTANNE DE BERNIS G., "Industries industrialisantes et intégration économique régionale", Economie Appliquée, ISEA, n° 1, 1968.

DESTANNE DE BERNIS G., "De l'existence de points de passage obligatoires pour une politique de développement", Economies et Sociétés, ISMEA, série F, n° 29, Février 1983.

ELSENHANS H., "Le développement autocentré contradictoire", Les Cahiers du CREA (Centre de Recherche en Economie Appliquée), n° 3, Alger, 3ème trimestre 1984.

HALLIDAY J., "L'énigmatique Corée du Nord", Les temps Modernes, n° 447, Oct. 1983.

LATOUCHE S., "Quelques hypothèses hétérodoxes sur le sous-développement", Les temps Modernes, n° 417, Avril 1981.

LÊ THÀNH-KÔI, "Modèle socialiste et pays en développement : l'expérience vietnamienne", Revue Tiers-Monde, n° 91, Juillet-Septembre 1982.

OLIVIER J. P., "Afrique : qui exploite qui ? (A propos de S. Amin et des bourgeoisies d'Etat africaines)", Les Temps Modernes, n° 326 et 327, Mai et Juin 1975.

SANTOS (DOS) T., "Transfert technologique et dépendance économique", Revue Tiers-Monde, n° 74, Avril-Juin 1978.

SOKOLOFF G., "L'autre Corée", Economie Prospective Internationale (revue du CEPII), n° 19, 3ème trimestre 1984.

III. THESES

BENAKOUCHE R., "L'accumulation du capital à l'échelle internationale et le concept de dépendance. Essai d'analyse critique", thèse de doctorat d'Etat en sciences économiques, Université Paris X, Nanterre 1978.

BENDAHOU A., "Critique de théories du développement autocentré : de l'approche des besoins "essentiels" à la théorie de la dépendance", thèse de 3ème cycle en sciences économiques, Université Paris X, Nanterre 1984.

FERGUENE M. A., "Socialisme et développement : Essai sur les limites de l'accumulation socialiste autocentrée à la périphérie", thèse de doctorat d'Etat en Sciences Economiques, Université des Sciences et Techniques de Lille, 1987.

HAYAB A., "Le modèle algérien de développement et la théorie des industries industrialisantes", thèse de 3ème cycle en "Economie Publique-Planification-Aménagement du Territoire", Université Paris I, 1979.

JACQUEMOT P., "Accumulation et semi-industrialisation. Le cas de l'économie algérienne contemporaine", thèse complémentaire en sciences économiques, Université Paris IX, 1978.

LAATAR N., "Les implications logiques du concept de développement autocentré : un essai critique à partir du postulat d'autodynamisme du capital", thèse de 3ème cycle en "Socio-Economie du Développement", Université Lille I, 1985.

THIERRY S. P., "La crise du système productif algérien", thèse de doctorat d'État en sciences économiques, Université Grenoble II, 1982.

Notes

[*] Docteur d'Etat en Sciences Economiques

[1] Ce texte est une conférence prononcée à l'Institut de Sociologie de l'Université de Annaba, le 19 Décembre 1988.

[2] Soit dit au passage, cette idée de sous-développement imputable aux survivances traditionnelles rappelle un peu la thèse de W. W. Rostow selon laquelle le sous-développement est dû aux mentalités arriérées, réfractaires au progrès.

[3] G. Destanne de Bernis : "Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale", Économie Appliquée, I.S.E.A., n° 1, 1966.

[4] S. Amin, "Le modèle théorique d'accumulation et de développement dans le monde contemporain : La problématique de la transition", Revue Tiers-Monde, n° 52, Oct.-Déc. 1972.

[5] Je précise tout de suite que la dépendance économique (puisque c'est d'elle qu'il s'agit ici) n'est pas, à mes yeux, le problème central de la question du développement. Contrairement à l'idée reçue dans les milieux progressistes, un développement véritable n'est pas incompatible avec une dépendance économique très forte. Comme le montre l'exemple du Canada, un tel développement peut même se réaliser sur la base d'un recours massif aux capitaux étrangers. Dans ces conditions, me dira-t-on, pourquoi cet intérêt accordé ici aux nouvelles formes de la dépendance, reproduites partout où le modèle socialiste a été adopté ? Simplement parce que, dans l'optique de ce modèle, l'indépendance économique, conçue comme fin et moyen du développement, constitue un objectif primordial. Aussi, m'a-t-il paru intéressant et utile, dans le cadre d'une analyse critique de ce modèle, de voir comment, dans les faits, il reconduit en les renforçant les liens de dépendance unissant la périphérie au centre.

[6] Sur ce point, cf. Andreff W. et Hayab A., "Les priorités de la planification algérienne sont-elles vraiment industrialisantes ?", Revue Tiers-Monde, n° 76, Oct.-Déc. 1978.